

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	1/28

Pouvoir adjudicateur
IFP Energies Nouvelles
1 et 4, Avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison Cedex

MARCHE DE SERVICE

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

Elaboré en application du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par arrêté du 30 mars 2021

Affaire n° 458195-25-SGX

Mise en place d'un outil de management des énergies (électricité, chaleur, gaz, eau, air comprimé, vapeur)

des sites IFPEN de Rueil-Malmaison et Solaize

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	2/28

Table des matières

PREAMBULE – CONTEXTE ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE	4
1.1 Objet du marché.....	4
1.2 Forme du marché public	5
1.3 Prestations similaires.....	5
ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHE.....	5
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	5
3.1 Les pièces contractuelles.....	5
3.2. Modification des pièces constitutives du marché	6
ARTICLE 4 : MODALITES D’EXECUTION DU MARCHE	7
4.1 Obligation de formation.....	7
4.2 Accès aux données	7
4.3 Disponibilité de l’outil.....	7
4.4 Recours à la sous-traitance	8
ARTICLE 5 : DELAIS D’EXECUTION : COMPUTATION – PROLONGATION	8
5.1 Modalités de computation des délais	8
5.2 – Forme des notifications et informations.....	8
5.3 – Prolongation des délais d’exécution.....	8
ARTICLE 6 : BONS DE COMMANDE	9
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET D’IFPEN	9
7.1 Obligations générales du Titulaire	9
7.2 Obligations générales d’IFPEN	10
ARTICLE 8 : PRIX	12
8.1 Forme du prix.....	12
8.2 Contenu du prix.....	12
8.3 Variation des prix	12
ARTICLE 9 : CLAUSE DE REEXAMEN	13

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	3/28

ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT	16
10.1 Modalités de facturation.....	16
10.2 Délai maximum de paiement et facturation	17
10.3 Avances et acomptes	18
ARTICLE 11 : ASSURANCE	18
ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE	19
ARTICLE 13 : PENALITES	19
ARTICLE 14 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	20
ARTICLE 15 : CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE	21
15.1 Confidentialité.....	21
15.2 Déontologie	23
ARTICLE 16 : OBLIGATION D’INFORMATION	23
ARTICLE 17 : UTILISATION DES RESULTATS	24
ARTICLE 18 : RESILIATION	26
ARTICLE 19 : EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	26
ARTICLE 20 : PUBLICITE ET REFERENCES.....	26
ARTICLE 21 – POUVOIR DE SIGNATURE	27
ARTICLE 22 – LANGUES.....	27
ARTICLE 23 – NON VALIDITE PARTIELLE.....	27
ARTICLE 24 – TITRES.....	27
ARTICLE 25 – LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE	27
ARTICLE 26 : LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS.....	28

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	4/28

PREAMBULE – CONTEXTE ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Dispositions générales

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) est établi par référence au Cahier des Charges Administratives Générales des marchés publics des techniques de l'information et de la communication approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-TIC).

Le dernier article du présent document indique la liste récapitulative des articles du CCAG-TIC auxquels il est dérogé.

Présentation d'IFPEN

IFP Énergies nouvelles, Établissement Public à caractère Industriel et Commercial Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 775 729 155 et dont le siège social est sis 1 et 4 avenue de Bois-Préau 92500 Rueil-Malmaison, est un acteur majeur de la recherche et de la formation dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'environnement. Depuis les concepts scientifiques en recherche fondamentale jusqu'aux solutions technologiques en recherche appliquée, l'innovation est au cœur de son action, articulée autour de quatre orientations stratégiques : climat, environnement et économie circulaire ; énergies renouvelables ; mobilité durable ; hydrocarbures responsables.

IFPEN est présent sur 2 sites en France : Rueil-Malmaison et Solaize (Lyon). Les deux sites accueillent des activités de R&I (dont laboratoires, halls, ateliers, etc.), avec la particularité pour le site de Lyon de disposer des grands équipements et unités pilotes destinés à réaliser des essais à l'échelle préindustrielle. Les deux sites accueillent également les directions support à la R&I (tertiaire).

Contexte législatif et réglementaire

Le présent marché public est soumis aux dispositions de Code de la Commande Publique en vigueur au moment de sa conclusion.

ARTICLE 1 – OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la mise à disposition d'IFP Energies Nouvelles (IFPEN) d'un outil de gestion de ses énergies (électricité, chaleur, gaz, eau, air comprimé, vapeur).

IFPEN abrite à la fois des activités de recherche scientifique, une école d'application et des activités fonctionnelles (finances, juridique, logistique, gestion du patrimoine, etc.). L'outil de gestion des énergies est essentiel au fonctionnement d'IFPEN lui permettant de piloter, suivre et déclarer ses consommations. **Depuis juin 2024, IFPEN est détenteur de la certification ISO 50001.**

En matière d'utilisation de cet outil de gestion des énergies, trois profils d'utilisateurs sont à considérer :

- **Profil administrateur** : ce profil fait référence aux énergie managers,
- **Profil utilisateur** : ce profil fait référence aux personnels du pôle maintenance / travaux ainsi que les référents énergie des directions.
- **Profil lecteurs** : ce profil fait référence à l'ensemble des salariés IFPEN

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	5/28

Leurs besoins sont plus amplement détaillés dans les chapitres B2 et B3 du cahier des charges.

Le service attendu couvre la mise à disposition d'un outil de gestion des énergies aux trois profils (Admirateur, Utilisateur et Lecteur) ainsi que :

Fonctionnalités attendues sur la plateforme par profil de compte,
La gestion et le suivi des usages par les comptes Administrateur,
Le service d'assistance et les supports de formations,
La sécurité,
La confidentialité,
Le pilotage.

1.2 Forme du marché public

Il s'agit d'un marché ordinaire traité à prix forfaitaire.

1.3 Prestations similaires

IFPEN se réserve la possibilité de recours ultérieur au marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique au cas où ces prestations seraient nécessaires au bon fonctionnement du marché compte tenu des évolutions du périmètre et de la nature des activités. Dans ces conditions, il est possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles prestations qu'il s'agit de confier au Titulaire.

ARTICLE 2 – DUREE DU MARCHÉ

Le marché est conclu à compter du 4 Mai 2025 ou à de sa date de notification si celle-ci est postérieure pour une durée ferme d'un an. A la date anniversaire, il est tacitement reconductible une (1) fois pour une durée de (1) an, sans que sa durée ne puisse excéder deux (2) ans.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction.

En cas de non-reconduction, le Titulaire est informé par courrier par IFPEN au moins deux mois avant l'échéance du marché public.

Le Titulaire ne saurait prétendre à aucune indemnité du fait de la non-reconduction du marché public.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la confidentialité.

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

3.1 Les pièces contractuelles

Cet article déroge à **l'article 4.1** du CCAG-TIC.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	6/28

Le présent marché est constitué par les documents suivants, lesquels s'entendent par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et son annexe financière et l'acte de mise au point le cas échéant,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), éventuellement modifié en cours de publication du présent marché,
- Le Cahier des Charges (CDC), éventuellement modifié en cours de publication du présent marché,
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication approuvé par arrêté du 30 mars 2021 (CCAG-TIC). Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent marché, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter,
- L'offre technique du Titulaire et tous documents associés valant engagements contractuels (cadre de réponse technique associé éventuellement à un mémoire technique),
- L'attestation d'assurance du Titulaire ;
- Le code de conduite anti-corruption d'IFPEN.

Les avenants et les éventuels actes spéciaux de sous-traitance, le cas échéant, conclus et notifiés en cours d'exécution du marché désignent également des pièces constitutives.

Le présent marché, constitué des documents contractuels énumérés ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès de la personne publique font foi.

Les conditions générales du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme. En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché public, les documents placés le plus haut dans la liste ci-dessus prévaudront.

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) pendant la période de demande de renseignements complémentaires, le Titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans son prix, sans exception ni réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur. Le Titulaire doit l'intégralité des prestations, en conformité avec les enjeux et les objectifs définis dans les documents définis. Le Titulaire est contractuellement réputé avoir une parfaite connaissance des documents constituant le présent marché.

NB : la signature par le Titulaire de l'Acte d'Engagement le lie à l'ensemble des documents constituant le marché public et cités au présent article, quand bien même ces derniers ne seraient pas signés et paraphés.

3.2. Modification des pièces constitutives du marché

Sauf dans les hypothèses limitativement énumérées à l'article 9 du présent document (clause de réexamen), les documents et leurs annexes, constitutifs du marché, ne peuvent être modifiés sans la signature d'un avenant par des représentants habilités des parties dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

La modification ne peut bouleverser l'économie ou changer substantiellement la nature globale du marché.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	7/28

Tout avenant ou modification de l'un des documents contractuels, une fois approuvé par les parties, a le rang du document qu'il complète ou amende.

ARTICLE 4 : MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE

4.1 Obligation de formation

Des supports de formation à l'utilisation de l'outil ou des guides utilisateurs sont mis à la disposition des utilisateurs d'IFPEN par le Titulaire. Ils doivent être le plus pédagogique possible et être suffisamment détaillés en reprenant l'ensemble des items permettant de réaliser les requêtes telles que prévues par le CDC.

Il propose aux utilisateurs identifiés une **formation initiale d'accompagnement** à la première utilisation, présentant les fonctionnalités générales et mettant en relief les fonctionnalités de l'outil répondant aux spécificités définies dans le cahier des charges et conformément à ses engagements contractuels.

Cette formation peut être dispensée à distance.

4.2 Accès aux données

L'outil est mis à la disposition d'IFPEN en mode SaaS, hébergé selon les modalités définies par l'éditeur, idéalement sur des infrastructures d'hébergement non soumises au Cloud Act. Cependant, IFPEN peut tolérer l'hébergement de l'outil sur des infrastructures soumises au Cloud Act, pourvu qu'elles soient situées en zone géographique de l'Union Européenne.

L'utilisation de l'outil ne requiert aucune connexion spécifique entre le SI d'IFPEN et l'infrastructure de l'hébergeur, hormis les éventuelles ouvertures de flux adéquats, tant du côté d'IFPEN que de l'hébergeur. En aucun cas, le Titulaire n'envoie de données en mode push vers le système d'information d'IFPEN.

L'intégralité du mapping doit pouvoir être exportée de l'outil vers un fichier plat facilement exploitable via un tableur de type Excel.

En cas d'hébergement mutualisé, l'outil assure une étanchéité parfaite entre les données d'IFPEN et celles des autres clients de l'éditeur.

4.3 Disponibilité de l'outil

La maintenance de l'outil en mode SaaS est à la charge de l'éditeur.

Sauf exceptions requises à la maintenance ponctuelle de l'outil pour lesquelles IFPEN doit être préalablement informé, l'outil est à *minima* disponible selon les jours et heures indiqués dans le CDC. Le délai maximum d'interruption admissible est d'une journée. En cas de dépassement du délai, une pénalité est prévue, conformément à l'article 12 du présent CCAP.

En cas de dysfonctionnement technique, une personne du support de l'éditeur peut être contactée directement par les utilisateurs et ce, aux horaires suivants : du lundi au vendredi, de 9h à 12h et de 13h à 18h. Ces horaires sont indiqués sur le fuseau horaire français.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	8/28

4.4 Recours à la sous-traitance

Dans l'hypothèse où le Titulaire souhaite recourir à la sous-traitance pour la réalisation d'une partie des prestations, l'article 3.6 du CCAG-TIC est applicable à l'exception du 3.6.3 relatif aux pénalités associées ; ce point étant traité à l'article 13 du présent document.

ARTICLE 5 : DELAIS D'EXECUTION : COMPUTATION – PROLONGATION

5.1 Modalités de computation des délais

- Tout délai mentionné par les documents du présent marché commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait servant de point de départ ;
- Lorsque le délai est fixé en jours calendaires, il inclut les samedis, dimanches et jours fériés. Il expire à minuit le dernier jour du délai ;
- Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés et hors périodes de fermeture du site IFPEN communiquées préalablement au Titulaire ;
- Lorsque le délai est fixé en mois, il est fixé de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour du mois à minuit.

La date d'expiration du délai est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

5.2 – Forme des notifications et informations

La notification au Titulaire des décisions, informations et/ou tout document faisant courir un délai est faite auprès de son représentant dûment habilité :

- soit contre récépissé,
- soit par échanges dématérialisés,
- soit par LRAR,
- ou par tout moyen permettant d'attester la date et heure de réception.

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

5.3 – Prolongation des délais d'exécution

En cours d'exécution du marché, une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par IFPEN au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel.

Le Titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution, par LRAR et/ou par courriel électronique avec accusé de réception.

Le Titulaire dispose d'un délai de cinq jours calendaires pour formuler sa demande à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps la proposition d'une nouvelle date de réalisation de la prestation et/ou de remise du livrable concerné.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	9/28

IFPEN notifie par écrit au Titulaire sa décision d'acceptation ou de refus. Le délai prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

ARTICLE 6 : BONS DE COMMANDE

Préambule : il est porté à la connaissance du titulaire qu'IFPEN a d'ores et déjà entrepris de procéder au changement de son ERP. Le nouvel outil devrait être opérationnel à compter du 01.01.2026. Une information spécifique sera portée à la connaissance du Titulaire dès la mise en œuvre effective de celui-ci et des impacts sur les conditions définies au présent CCAP (modalités de commande...). Les modifications seront actées par ordre de service.

Compte tenu de la particularité de son système de gestion intégré (ERP), des bons de commande sont édités par IFPEN puis notifiés au Titulaire dans les conditions prévues ci-après.

Ainsi, chaque bon de commande indique :

- La référence du marché,
- La date et le numéro du bon de commande,
- La raison sociale et l'adresse du Titulaire,
- Les quantités, références, désignations et prix des prestations,
- Le montant de la commande HT et TTC,
- La durée et/ou les dates d'exécution, dans le respect des délais définis par les documents contractuels.

Le Titulaire fournit, au plus tard à la notification du marché, une adresse de courriel électronique unique à IFPEN pour la réception des commandes.

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment pendant la durée du marché et **jusqu'au dernier jour de sa validité.**

Le Titulaire dispose d'un délai de **5 jours ouvrés** à compter de la réception du bon de commande pour signaler à IFPEN toute anomalie (erreur matérielle) dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations.

En cas de co-traitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, lequel a seul compétence pour formuler des observations à IFPEN.

En l'absence de réserves exprimées par le Titulaire dans les délais indiqués, ce dernier ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET D'IFPEN

7.1 Obligations générales du Titulaire

➤ Obligation de résultat, de conseil et d'information

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	10/28

Le Titulaire est tenu à une **obligation permanente de conseil et de mise en garde**, relative aux prestations fournies à l'acheteur. Dans ce cadre, le Titulaire communique notamment à IFPEN toute information permettant d'améliorer le niveau de sécurité du système d'information et signale les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner dès lors que cette information relève des prestations objet du marché. Dans l'hypothèse où le Titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne peut se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

➤ **Obligation de mises à jour du logiciel**

Le Titulaire s'engage, pendant la durée du marché, à la livraison des mises à jour du logiciel ainsi que la livraison des nouvelles versions. Le Titulaire informe IFPEN de toute mise à jour ou nouvelle livraison avec un préavis minimum de trente (30) jours calendaires aux fins de vérification de compatibilité. Le prix de ces mises à jour ou de ces nouvelles versions est inclus dans le prix du marché.

➤ **Obligation de fournir une documentation technique**

Le Titulaire livre, avec l'accès au logiciel en **mode SaaS**, une **documentation technique en langue française** indiquant les modalités de sa mise en fonction. Il en est de même à chaque livraison de mise à jour ou de nouvelle version de logiciel.

Chaque livraison se fait en distanciel.

La documentation est un ensemble d'informations relatives au logiciel, qui peut être, en tout ou partie, une connaissance antérieure qu'il s'agisse d'un logiciel diffusé sous une licence éditeur propriétaire ou publié sous le régime de la licence libre, et qui contient tout ou partie des éléments suivants :

- la documentation d'utilisation (manuel de l'utilisateur, aide en ligne) ;
- la documentation d'installation, d'exploitation, de maintenance et de manière générale tout élément permettant à la personne publique d'utiliser, d'exploiter le résultat ainsi que de maintenir le résultat,

Le prix de cette documentation technique est inclus dans le prix du marché.

La documentation doit être transmise au plus tard à la livraison du logiciel, de chaque mise à jour ou nouvelle version le cas échéant.

➤ **Obligation de confidentialité**

Par ailleurs, conformément à **l'article 15** du présent CCAP, le Titulaire est soumis à une **obligation de confidentialité**.

7.2 Obligations générales d'IFPEN

Afin de favoriser le bon déroulement de l'exécution du marché, IFPEN :

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	11/28

- collabore activement avec le Titulaire et l'informe de l'existence de toute difficulté ou sujétion dont il aurait connaissance et qui pourrait avoir un impact sur les conditions de réalisation des prestations,
- communique au Titulaire toutes les informations et documents utiles, et lui en facilite la consultation, dans la mesure où ils seraient nécessaires à la bonne exécution des prestations.,
- vérifie en temps utile la réalisation des prestations et formule s'il y a lieu ses remarques, observations ou désaccords.

➤ **Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont celles prévues par les articles 30 à 34 du CCAG-TIC.

➤ **Obligation de paiement**

IFPEN paye les factures reçues du Titulaire dans les conditions définies au présent document.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	12/28

ARTICLE 8 : PRIX

8.1 Forme du prix

Les prix des prestations, objets du présent marché, sont forfaitaires, exprimés en € et figurent dans l'annexe financière qui est annexée à l'Acte d'Engagement. Ils sont basés sur les conditions économiques en vigueur au mois « m0 », soit le mois de la date limite de remise des offres.

8.2 Contenu du prix

Conformément à **l'article 10.1.3** du CCAG-TIC, **les prix sont réputés complets**. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement la prestation, l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le Titulaire s'étant engagé à la réaliser la prestation au titre d'une obligation de résultat, il est seul responsable des éventuelles estimations de charges communiquées dans son engagement contractuel et toute erreur ne saurait être opposée à IFPEN pour demander un complément de prix.

Tout investissement rendu nécessaire au marché est impérativement amorti sur la première année d'exécution du marché. Aussi dans l'hypothèse où il prendrait fin par anticipation, le Titulaire ne peut se prévaloir d'aucune indemnisation liée à des investissements réalisés spécifiquement pour IFPEN et non amortis.

Le Titulaire reconnaît avoir été suffisamment informé des conséquences directes ou indirectes des circonstances de temps, de lieux et d'horaires dans lesquelles la prestation demandée doit être réalisée, et a élaboré ses prix en toute connaissance de cause. Le Titulaire reconnaît avoir vérifié les données techniques et les éléments quantitatifs du marché. Il ne peut, en cours d'exécution du marché, se prévaloir d'omissions ou d'imprécisions des documents contractuels fournis pour se dégager du caractère forfaitaire des prix du marché et solliciter une rémunération supplémentaire.

8.3 Variation des prix

Ils sont fermes durant la première année d'exécution des prestations.

Hors cas de force majeur ou d'imprévision, ils sont ensuite révisibles, à la hausse comme à la baisse, à la date anniversaire du marché conformément aux dispositions de l'article R2112-13 du code de la commande publique et dans les conditions exposées ci-dessous.

➤ Modalités de révision

La révision intervient à la demande exclusive du Titulaire. Elle est formulée soit par lettre recommandée avec accusé de réception (sous peine de forclusion) ou par courriel 30 jours avant l'application des nouveaux prix à la Direction des Finances d'IFPEN – département des achats (l'adresse mél est celle communiquée lors de la notification du marché).

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	13/28

Toute augmentation des tarifs doit être dûment justifiée. Les justificatifs ne peuvent pas être fondés sur des documents internes mais sont issus d'éléments objectifs tels que les indices de révision publiés par l'INSEE ou tout autre organisme équivalent.

Toute demande de révision réceptionnée par IFPEN postérieurement au délai indiqué ci-dessus ou n'étant pas justifiée pourra être rejetée.

Le prix est ferme pendant toute la première année d'exécution. Hors cas de force majeure ou d'imprévision, le prix pratiqué à la date de début est ensuite révisable à la hausse comme à la baisse chaque année, à date d'anniversaire.

$$P_n = P_{n-1} \times \left\{ \left(\frac{Sy\ n}{Sy\ n-1} \right) \right\}$$

P_n = prix révisé,

P_{n-1} = prix de l'année précédente.

Sy n = dernière valeur de l'indice SYNTEC pour le mois correspondant au dernier indice connu (publication sur le site syntec.fr)

SY n-1: dernière valeur de l'indice SYNTEC de l'année antérieure pour le mois correspondant au dernier indice connu (publication sur le site syntec.fr)

➤ **Clause butoir**

La variation de prix annuelle résultant de la révision est plafonnée à +2%. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer.

Toutefois, le Titulaire peut solliciter une rencontre avec IFPEN, lorsque la révision du prix proposée par le Titulaire dépasse la hausse des 2%. A titre exceptionnel, le pouvoir adjudicateur peut admettre une hausse supérieure à 2% lorsque des circonstances exceptionnelles et/ou imprévues le justifient (cf. article 9 du présent CCAP – clause de réexamen). En cas de refus d'IFPEN, le Titulaire doit poursuivre l'exécution du marché aux conditions de la clause butoir.

ARTICLE 9 : CLAUSE DE REEXAMEN

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, IFPEN se réserve la possibilité de modifier le présent marché notamment en cas d'évolution technique impactant l'exécution du marché ou dans les conditions exposées au présent article qui impliquent éventuellement l'ajout de nouvelles prestations au marché ou le retrait.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du Titulaire du marché, à l'aide d'éléments probants. La

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	14/28

demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

Quelle que soit la nature de la modification envisagée et décrite au présent article, IFPEN peut décider de sa prise en compte par décision écrite unilatérale.

En tout état de cause et cumulativement, les hypothèses de modifications ne peuvent conduire à volume financier supérieur au montant du seuil des procédures formalisées en vigueur à la date de signature du présent marché.

La clause de modification peut être utilisée dans les cas suivants :

9.1. Ajout/remplacement de références de la DPGF

- ✓ Interruption et/ou suppression de prestations prévues dans la DPGF ou dans le cahier des charges de manière temporaire ou définitive en cas de réorganisation de la prestation décidée par IFPEN. Les prestations interrompues définitivement ne donnent lieu à aucun paiement.
- ✓ Intégration de nouvelles missions ou modifications techniques des prestations, de leur périmètre dans le respect des compétences et des qualifications professionnelles de la société titulaire. En toute hypothèse, le montant global induit par de telles modifications est plafonné à 40% du montant global forfaitaire du marché. De telles modifications peuvent impliquer l'ajout ou la substitution notamment du nombre d'accès/comptes indiqués dans la DPGF ou l'intégration d'un nouveau profil au sein de l'équipe du Titulaire.

Si l'application de la clause de réexamen entraîne une augmentation ou une minoration du volume des prestations supérieure à +5%/-5%, le montant du marché est modifié en conséquence. En cas de minoration du montant du contrat, le Titulaire n'a pas droit à être indemnisé, notamment du manque à gagner.

9.2. Autres cas

1. En cas d'événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat (crise sanitaire par exemple, retards d'approvisionnements, pénuries, hausse des matières premières ou du coût salarial...), une modification des prix peut être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du contrat et doivent être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'événement rencontré et le besoin de modifier le contrat, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au contrat.
2. Les parties peuvent décider d'engager une révision exceptionnelle des tarifs du marché en dehors de la période de révision prévue à l'article 8.3 du CCAP. Une telle mesure est notamment applicable en présence de circonstances particulières marquées, notamment, par des augmentations subites, imprévisibles et exceptionnelles dans son ampleur des principaux coûts constitutifs des articles figurant au présent marché d'une nature telle que l'économie générale du contrat s'en trouve bouleversée. Le Titulaire du contrat apporte la démonstration que l'exécution des prestations telles que prévues au marché entraînerait pour lui un surcoût manifestement excessif de nature à engendrer une perte d'exploitation.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	15/28

Les parties peuvent déroger provisoirement à la clause butoir. A défaut et à titre exceptionnel, le Titulaire est autorisé à présenter à l'acceptation d'IFPEN des tarifs réévalués selon son propre barème en veillant à produire des éléments suffisamment probants démontrant la réalité des hausses de coûts invoqués. Seuls les prix impactés par les circonstances exceptionnelles sus-évoquées sont concernés par cette revalorisation.

Dans de telles circonstances, les clauses de pénalités prévues au marché peuvent être neutralisées, les délais d'exécution peuvent être revus.

Les modifications apportées au paragraphe 2 demeurent applicables aussi longtemps qu'elles sont jugées indispensables pour faire face aux circonstances exceptionnelles et permettre la poursuite de l'exécution du contrat.

En cas de cessation des circonstances ayant conduit à une modification du contrat, les parties s'engagent à revenir aux conditions techniques et/ou financières du marché antérieurement mises en œuvre. Ceci étant, s'il est constaté en cours d'exécution du marché une baisse ou une disparition des surcoûts ayant fondé la révision exceptionnelle des prix acceptée par IFPEN, la personne publique est en droit d'exiger un ajustement à la baisse des prix au regard du contexte économique voire à une reprise des conditions économiques antérieurement conclues.

9.3. Modalités

La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

À compter de la réception par IFPEN de la proposition de modification, celle-ci dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification.

Si dans ce délai, IFPEN n'a pas fait connaître sa réponse, elle est réputée avoir refusé la modification. Si IFPEN émet des observations ou pose des conditions, le Titulaire dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour tenir compte des observations ou des conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, IFPEN dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part d'IFPEN vaudra refus de la modification.

Clause de réexamen relative à la mise en œuvre des mesures liées aux conséquences d'une pandémie

La présente clause a pour objet le réexamen des conditions financières et techniques de l'accord-cadre qui seraient impactées par des mesures nécessaires/réglementaires liées à la pandémie et notamment à la COVID-19 et à la sécurité sanitaire. Cette clause peut être mise en œuvre autant de fois que nécessaire, c'est-à-dire chaque fois que l'évolution plus ou moins contraignante des mesures sanitaires l'exige, soit à l'initiative de l'acheteur soit à celle du titulaire. La demande est notifiée à l'autre partie contractante par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via courriel électronique assorti d'un accusé réception.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	16/28

A l'issue des éventuelles négociations et en cas d'acceptation par IFPEN, le titulaire est alors destinataire d'une décision unilatérale de la Personne Publique fixant les nouvelles conditions économiques de l'accord-cadre, assortie le cas échéant d'une annexe financière mise à jour.

Le titulaire s'engage à alerter IFPEN sur un éventuel risque de l'approvisionnement et/ou de retard de livraison, les parties devant prendre toutes les mesures alternatives pour faire respecter leurs obligations contractuelles.

Modifications du marché public applicables de plein droit

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, les modifications suivantes ne donnent pas lieu à établissement d'un avenant.

Les changements de réglementation qui s'imposent à IFPEN et/ou au titulaire sont applicables de plein droit sans qu'il soit nécessaire de passer un avenant. Dans ce cas, la nouvelle modification sera annexée au CCAP ou CCTP et aura la même valeur que le document auquel il est annexé.

De même, les modifications n'emportant pas changement de la situation juridique de l'entreprise sont prises en compte par le pouvoir adjudicateur sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant, dès réception de l'information du changement par IFPEN. Il s'agit des modifications suivantes :

- La modification du siège social,
- La modification du compte bancaire,
- La désignation d'un nouveau dirigeant non consécutive à changement de contrôle de la société,
- Le changement de raison sociale ou changement de la structure de l'entreprise n'entraînant pas la création d'une nouvelle personne morale.
- L'évolution de la fiscalité.

ARTICLE 10 : MODALITES DE REGLEMENT

10.1 Modalités de facturation

Le paiement des factures est réalisé à terme à échoir c'est-à-dire à la livraison des prestations lors de la première année de mise en œuvre du service puis annuellement à la date anniversaire du présent marché.

Cependant et compte-tenu de la particularité de son système de gestion intégré (ERP), des bons de commande sont édités par IFPEN puis notifiés au Titulaire dans les conditions prévues supra.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture et le numéro du bon de commande,
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro SIRET ou le numéro d'identification ou les coordonnées complètes de l'émetteur de la facture,
- l'intitulé et le numéro du présent marché,
- la date ou la période de réalisation des prestations,

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	17/28

- la dénomination précise des prestations et mentionnant pour chaque prestation le montant pour la période concernée,
- le montant total HT des prestations admises, le montant de la TVA et son taux applicable au moment des prestations et le montant total TTC.

Les factures comme toutes les autres pièces associées ne doivent comporter aucune condition générale de vente, dans le cas contraire, celles-ci sont réputées nulles et non écrites.

Dans le cas où le Titulaire est un groupement momentané d'opérateurs économiques, les factures sont émises par le mandataire du groupement ; les sommes dues en exécution du marché sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

En vertu de l'article L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le Titulaire est soumis à l'obligation de déposer et de transmettre ses factures sous format dématérialisé sur le portail Chorus Pro (<https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr>).

IFPEN informe le Titulaire que :

- Le numéro de Siret d'IFPEN à utiliser en tant qu'identifiant sur Chorus Pro est : 775 729 155 00017,
- Le code Service à utiliser est : facture _commande (en toute lettres et il convient d'utiliser le tiret du 8 pour le code service, entre facture et commande sans espace)
- Le numéro d'engagement à utiliser est : n° de commande

Le Titulaire doit avertir sans délai IFPEN de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

10.2 Délai maximum de paiement et facturation

Le paiement des factures s'effectue par virement bancaire sur le numéro de compte indiqué dans l'Acte d'Engagement, à 30 jours, à réception de la facture par IFPEN sous réserve de factures correspondantes conformes indiquant les éléments mentionnés au paragraphe précédent.

Conformément à l'article R2192-15 2°, la date de réception est la date de notification à IFPEN du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

Toute communication relative à la facturation doit être envoyée à l'adresse mail suivante : relance-factures@ifpen.fr

En cas de retard de paiement, et sans contestation ou opposition de la part d'IFPEN de la facture concernée, le Titulaire a droit à :

- des intérêts moratoires égaux au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage; les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement de la facture considérée jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse ; les intérêts moratoires sont calculés sur le montant T.T.C.
- au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	18/28

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visés à l'alinéa ci-dessus sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Si IFPEN conteste tout ou partie d'une facture, IFPEN retourne cette facture au Titulaire en donnant par écrit les raisons de son désaccord. Le Titulaire peut alors :

- soit redéposer sur Chorus Pro, la facture rectifiée à la satisfaction d'IFPEN,
- soit redéposer sur Chorus Pro, une facture correspondant à la partie non contestée, la facture pour la partie contestée étant déposée sur ledit portail, le cas échéant, après règlement du différend.

10.3 Avances et acomptes

✓ Avances

En tant qu'établissement à caractère industriel et commercial, IFPEN n'est pas soumis aux dispositions de l'articles R2191-4 du code de la commande publique, il n'est pas prévu d'y recourir à titre dérogatoire.

✓ Acomptes

Compte-tenu des modalités de facturation mentionnées à l'article 10.1 du présent CCAP, il n'est pas prévu d'acomptes.

ARTICLE 11 : ASSURANCE

Le Titulaire est titulaire d'une police d'assurance qui couvre sa responsabilité civile contractuelle, pour tout dommage de quelque nature qu'il soit, matériel ou immatériel, qu'il pourrait faire subir à ses clients, y compris en cas d'exécution de la Prestation dans leurs locaux.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai **de cinq (5) jours ouvrés** à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

IFPEN déclare être assuré pour tout dommage qui pourrait survenir au matériel du Titulaire survenant de son fait ou de celui de ses collaborateurs lorsqu'une négligence peut être retenue contre IFPEN ou son personnel. Aucune des Parties n'est autorisée à conclure un quelconque engagement pour le compte ou au nom de l'autre Partie.

L'attestation d'assurance du Titulaire en vigueur est celle transmise à la signature du présent marché.

Le Titulaire s'engage à transmettre sur demande au Département Achats d'IFPEN, et dans un délai maximum de quinze (15) jours ouvrés, toute nouvelle attestation d'assurance venant remplacer l'attestation considérée. La nouvelle attestation transmise doit émaner d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, être datée de moins de (6) six mois et indiquer les garanties accordées et leur montant, ceux-ci devant à minima être égaux à ceux de l'attestation transmise initialement.

Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour couvrir tous les risques lui étant attachés liés au présent marché.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	19/28

ARTICLE 12 – FORCE MAJEURE

➤ Aucune des Parties ne peut être tenue pour responsable du retard, de l'inexécution ou de tout autre manquement à ses obligations prévues au présent marché, dès lors que cette défaillance résulte d'un cas de Force Majeure au sens de la réglementation en vigueur.

Toutefois, les Parties entendent préciser que ne sont pas considérés comme des cas de Force Majeure les grèves ou mouvements sociaux du personnel du Titulaire ou du personnel de ses sous-traitants.

➤ La Partie invoquant un cas de Force Majeure doit en informer dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés, dès sa survenance, l'autre Partie par tout moyen disponible et décrit les circonstances qui sont à l'origine du cas de Force Majeure.

➤ En cas de Force Majeure, les obligations des Parties sont suspendues pendant toute la durée du cas de Force Majeure et reprennent à compter de la cessation de ce dernier.

➤ En toute circonstance, le Titulaire fait tous ses efforts pour réduire toute interruption due à un cas de Force Majeure.

➤ Lorsque le cas de force majeure cesse, le marché reprend son exécution normale.

➤ En cas de suspension du marché pour survenance d'un cas de force majeure, au-delà d'une durée de vingt (20) Jours ouvrés, IFPEN est alors autorisé à faire appel à un autre prestataire afin de répondre à son besoin. Dans ce cas, aucune indemnité n'est due par IFPEN au Titulaire.

ARTICLE 13 : PENALITES

Il est fait application de l'article 14 du CCAG-TIC à l'exception de ce qui suit :

- par dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC susvisé, les pénalités décrites ci-dessous peuvent être cumulatives et sont exigibles dès le premier Euro.
- Par dérogation à l'article 14.1.2, les pénalités sont limitées à un maximum de 30% du montant global du marché.
- par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1000 € calculées au présent article.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCAP ont uniquement un caractère moratoire et s'entendent hors taxe. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les délais impartis et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

En outre, les pénalités suivantes sont applicables :

- a- Absence aux réunions programmées

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	20/28

L'absence du représentant du Titulaire et/ou de son représentant aux réunions programmées implique une pénalité de 100 € par personne et par absence. Est considéré comme absent le Titulaire représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au fait du marché.

b- Manquements aux obligations en matière de travailleurs détachés ou de travail dissimulé

- Pénalité pour non-déclaration de travailleurs détachés

En cas de non-production des documents ou de transmission incomplète des documents exigibles, le Titulaire se voit appliquer des pénalités de retard d'un montant forfaitaire de 100 € par jour de retard et par document manquant.

- Pénalités en cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié

Dans cette hypothèse, une pénalité forfaitaire de 2500 euros est applicable, indépendamment du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

c- Manquements à l'obligation de déclaration de sous-traitance

En présence d'une sous-traitance occulte soit l'intervention d'un opérateur économique agissant en qualité de sous-traitant sans avoir été préalablement accepté par IFPEN et sans l'agrément de ses conditions de paiement, le Titulaire est passible d'une pénalité équivalente à 500 €.

Les pénalités ne sont pas une compensation du préjudice né du défaut de respect des délais et/ou de la prestation à réaliser, mais une incitation pour le Titulaire à respecter ceux-ci. Les pénalités ont pour objectif de sanctionner un défaut de qualité de service du Titulaire. En conséquence, nonobstant les pénalités, le Titulaire demeure entièrement responsable à l'égard d'IFPEN des conséquences du retard ou de la mauvaise réalisation lui étant imputables.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté d'IFPEN de notifier la résiliation du marché public dans les conditions prévues au présent CCAP. En cas de retard ou de dysfonctionnement répétés, de défaillances dans la prestation, le Titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais dans les conditions de l'article 18 du CCAP. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le Titulaire reste définitivement acquise au Pouvoir adjudicateur.

Les pénalités sont dues sur présentation de facture ou au choix d'IFPEN, via l'émission de facture d'avoir.

ARTICLE 14 : PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Dans le cadre du présent Accord, IFPEN en sa qualité de responsable de traitement, autorise le Titulaire à traiter des données à caractère personnel (ci-après « Données Personnelles ») relatives à la mise à disposition d'un outil de gestion des énergies au profit des usagers IFPEN.

Ces Données Personnelles sont :

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	21/28

- les noms, prénoms et fonctions des utilisateurs IFPEN,
- les adresses emails et coordonnées téléphoniques des utilisateurs.

Le Titulaire, en sa qualité de sous-traitant, doit présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des réglementations applicables et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Il s'engage à ne pas sous-traiter tout ou partie de l'exécution du traitement de Données Personnelles sans l'autorisation préalable et écrite d'IFPEN.

Afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque que représente le traitement, le Titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles y compris entre autres la pseudonymisation et le chiffrement des Données Personnelles, les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement, les moyens permettant de rétablir la disponibilité des Données Personnelles et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident, une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

En cas de violation des Données Personnelles, le Titulaire doit notifier cette violation à IFPEN dans les 24 heures après en avoir pris connaissance et lui fournir toutes les informations suffisantes lui permettant de satisfaire à ses obligations de notification de violation des Données Personnelles conformément à la réglementation applicable.

Si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou vers une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il devra informer IFPEN de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le Titulaire s'engage à aider IFPEN à s'acquitter de ses obligations en matière de Données Personnelles.

Le Titulaire restituera les Données Personnelles sans délai, à la demande d'IFPEN et au plus tard à l'expiration ou à la résiliation de l'Accord pour quelque cause que ce soit et détruira toutes copies existantes.

ARTICLE 15 : CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE

15.1 Confidentialité

Au préalable, le terme « Informations confidentielles » désigne tout document, donnée, échantillon, code informatique, dessin, photo, plan, procédé, données expérimentales, résultats d'essai, modèle, formule, prototype, concept, savoir-faire, rapport, invention, schéma, ou en général toutes informations de nature technique, commerciale, financière, administrative, ou de quelque autre nature que ce soit, qu'elles soient écrites, électroniques ou orales, transmises par l'Acheteur au Titulaire, ou dont ce dernier aurait eu connaissance au cours de l'exécution du présent Marché et ce indépendamment du fait que de telles informations aient été clairement marquées ou identifiées comme « confidentielles ». Les résultats et/ou livrables du Marché sont également des Informations confidentielles.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	22/28

Conformément à l'article 5 du CCAG-TIC, le Titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer à son personnel, la confidentialité la plus absolue sur les informations confidentielles qui peuvent lui être communiquées pour les besoins des Prestations ou dont il peut avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du présent Accord Cadre et de ses Commandes, quelle que soit la nature de l'information confidentielle (économique, scientifique, juridique, technique, stratégique, etc.) et quelle que soit sa forme, sont notamment couvertes par les présentes dispositions les informations contenues dans la Demande.

Il est entendu entre les Parties que l'ensemble des informations auxquelles le Titulaire a accès, reste couvert par l'obligation renforcée de confidentialité prévue au présent article.

Le Titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour protéger les Informations confidentielles en vue de la prévention et de la protection contre toute divulgation ou diffusion non autorisée, y compris le vol et l'espionnage.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux informations qui :

- (i) appartenaient déjà en propre au Titulaire avant leur communication au titre de l'Accord ;
- (ii) faisaient partie du domaine public à la date de leur communication, ou qui y sont tombées postérieurement sans participation ni faute du Titulaire ;
- (iii) ont été communiquées au Titulaire par un tiers sans que cette communication soit faite en violation de dispositions légales ou stipulations contractuelles en faveur d'IFPEN ;
- (iv) ont été développées de façon indépendante par des membres du personnel du Titulaire sans que ces derniers aient eu accès aux Informations couvertes par le présent article ;
- (v) ont dû être communiquées par le Titulaire en application d'une décision de justice ou d'un ordre émanant d'une autorité gouvernementale ou administrative. Dans ce cas, la communication des informations doit être limitée au strict nécessaire. Le Titulaire s'engage à informer IFPEN dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés de toute communication faite à ce titre, et le cas échéant, à mettre tout en œuvre pour respecter les instructions raisonnables d'IFPEN concernant cette communication. Le Titulaire reste tenu par les obligations de confidentialité contenues dans l'Accord concernant les informations susvisées.

En revanche, toute combinaison d'informations, propriété d'IFPEN, divulguée au Titulaire est soumise aux termes du présent article 15, et ce, même si certaines informations prises individuellement relèvent des exceptions énumérées aux points (i) à (v) ci-dessus.

Le Titulaire s'interdit de reproduire, communiquer ou utiliser pour lui-même ou pour le compte de tiers, sous quelque forme que ce soit, les informations confidentielles autrement que pour les besoins du présent marché et le cas échéant de ses Commandes et avec toutes les précautions nécessaires. Il s'oblige à restituer à IFPEN tout document ou autre support matériel intégrant des informations confidentielles d'IFPEN sur simple demande écrite d'IFPEN.

Cette obligation de confidentialité reste en vigueur pendant une durée de dix (10) ans à compter du terme du présent marché.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	23/28

Les informations confidentielles (ainsi que toute reproduction) communiquées par IFPEN au Titulaire restent, sous réserve des droits des tiers, la propriété d'IFPEN.

Le Titulaire s'interdit toute publication ou communication relative au présent Accord ou à une Commande sans l'autorisation préalable écrite d'IFPEN. Toute référence publicitaire par le Titulaire à IFPEN sera subordonnée à l'accord préalable écrit d'IFPEN.

15.2 Déontologie

Le Titulaire s'engage à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, publique ou privée, active ou passive tant vis-à-vis de ses fournisseurs ou sous-traitants que vis-à-vis de ses donneurs d'ordre.

A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter, d'une part, la législation française de lutte contre la corruption ainsi que les législations analogues applicables au Titulaire si tout ou partie de l'Accord est réalisé à l'étranger et, d'autre part, le Code de conduite anticorruption d'IFPEN accessible sur son site.

Pour tout ce qui a trait au présent marché, le Titulaire déclare et garantit, qu'à la date de son entrée en vigueur, il n'a pas et il ne donnera ou proposera de donner, directement ou indirectement, une somme d'argent ou tout autre avantage pécuniaire ou non à qui que ce soit dans le but d'obtenir le présent Accord Cadre ou d'en faciliter son exécution.

Le Titulaire s'engage, à la première demande d'IFPEN, à ouvrir ses livres comptables ou tout autre pièce comptable ou documentation liés aux paiements faits ou reçus et aux dépenses réalisées par le Titulaire dans le cadre de la passation ou l'exécution du présent Accord Cadre pendant sa durée et au moins trois (3) ans à compter de la date d'expiration ou de résiliation de l'Accord Cadre à un cabinet d'expertise comptable indépendant. Ce cabinet transmet à IFPEN les seules informations relatives à une éventuelle infraction du Titulaire aux obligations de la présente clause.

Dans le cas où cet audit révélerait que le Titulaire a manqué aux obligations susvisées, le Titulaire s'engage à rembourser à IFPEN les frais dudit audit.

En cas de manquement par le Titulaire à une de ses obligations susvisées, IFPEN se réserve le droit de mettre fin immédiatement au présent Accord Cadre sans préavis ni indemnité de toute sorte, sans préjudice de tout dommages et intérêts.

ARTICLE 16 : OBLIGATION D'INFORMATION

Il appartient au Titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations du présent marché, de conseiller IFPEN durant l'exécution de ce dernier, de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir, et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations à réaliser. En particulier, en cas de difficultés susceptibles d'entraîner un retard dans l'exécution des prestations ou d'abaisser la qualité de service, le Titulaire s'engage à informer immédiatement IFPEN. La responsabilité du Titulaire vis-à-vis d'IFPEN reste entière.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	24/28

En cas d'évolutions réglementaires, le Titulaire met tout en œuvre (devoir de conseil), pour qu'IFPEN puisse respecter la réglementation en vigueur.

Le Titulaire doit notamment :

- informer préalablement IFPEN de toute opération susceptible de provoquer l'indisponibilité des données (ou une dégradation des performances) ;
- Informer IFPEN s'il considère que les besoins du marché ne sont pas entièrement couverts et qu'ils doivent être complétés en conséquence ;
- alerter de tout événement, évolution, incident ou manquement dont il peut avoir connaissance et qui pourrait affecter l'exécution des prestations ;
- conseiller IFPEN dans ses choix et ses demandes, notamment en matière d'évolution des services et de définition de nouveaux services ;
- contrôler tous les documents et informations techniques qui peuvent être fournis par le Titulaire à IFPEN afin de s'assurer de leur cohérence et exhaustivité ;
- informer et alerter sur les mises à jours qu'elles soient majeures ou non, et les évolutions proposées pour optimiser les prestations et améliorer la qualité offerte aux utilisateurs ;
- identifier et alerter dans les délais les plus brefs, de toute difficulté ou événement perturbateur nécessitant une décision d'IFPEN avec mise en évidence des enjeux, des risques, des solutions palliatrices assorties d'une recommandation ;
- informer IFPEN des risques d'une opération envisagée, des incidents éventuels ou potentiels, et de la mise en œuvre éventuelle d'actions correctives ou de prévention.

En aucun cas, l'intervention d'IFPEN ne dégage le Titulaire de son devoir de conseil au titre du présent marché, de sa responsabilité en tant que professionnel, ni ne le décharge de ses obligations.

ARTICLE 17 : UTILISATION DES RESULTATS

Par dérogation aux dispositions des articles 43 à 46 du CCAG-TIC les dispositions suivantes sont applicables au Marché :

La propriété de chaque livrable en lien avec l'objet du Marché, quel que soit son support, tels que notamment Documents, études, développements spécifiques, procédures de tests, élaborés dans le cadre du présent Marché, est cédée à IFPEN dès sa réalisation ou création, dans toutes ses versions successives, achevées ou inachevées.

Le Titulaire s'engage également à céder à titre exclusif et irrévocable à IFPEN tous les droits de propriété intellectuelle attachés aux livrables élaborés dans le cadre du présent du Marché qui lui sont reconnus par les dispositions législatives ou réglementaires de tout pays, ainsi que les conventions internationales, actuelles et futures et ce, incluant tous les droits patrimoniaux d'auteur.

En cas de résultats protégeables par le droit d'auteur, la cession mentionnée ci-dessus comprend la cession de l'intégralité des droits patrimoniaux d'auteur notamment les droits d'utilisation, de reproduction, communication, représentation, diffusion, intégration dans une œuvre seconde, traduction, adaptation, modification, reformulation, d'arrangement et de toute autre transformation, en tout format et sur tout support, ainsi que les droits d'industrialisation, de distribution, de commercialisation et de sous-licencier à des tiers à quelque titre que ce soit, gratuit ou onéreux, ainsi que le droit de procéder en son propre nom à

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	25/28

toute formalité en vue de l'obtention et de la préservation des droits ainsi cédés. La cession est consentie pour toute la durée de protection par le droit d'auteur et pour le monde entier.

En cas de développement de logiciels dans le cadre du Marché, le code source, le code objet des logiciels, ainsi que la documentation associée, seront remis à IFPEN.

La présente cession, dont le prix est inclus dans le prix forfaitaire du Marché est consentie pour la durée légale des droits d'auteur et pour tous pays, et ce en vue d'une exploitation directe ou indirecte par IFPEN, sans limitation d'étendue ni de destination.

Informations préexistantes appartenant au Titulaire

En cas d'utilisation d'informations préexistantes appartenant au Titulaire pour l'exécution du Marché, ce dernier concède à IFPEN une licence non-exclusive, cessible avec droit de sous-licence, de toute information préexistante, notamment brevet et/ou droit d'auteur et/ou autre droit de propriété intellectuelle, permettant à IFPEN de faire tout usage, exploitation commerciale ou industrielle, mettre en œuvre, reproduire par tous moyens, représenter, traduire, adapter, distribuer tout ou partie des informations préexistantes dès lors qu'elles sont nécessaires à l'utilisation et/ou l'exploitation des résultats et/ou livrables du Marché.

Le Titulaire reste dans tous les cas seul propriétaire de ses informations préexistantes au Marché.

Il est entendu que le prix de cette licence est inclus dans le prix du Marché.

Informations et propriété intellectuelle de tiers

Le Titulaire doit informer par écrit IFPEN de tous les droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers (et notamment les éventuels logiciels libres) qui seraient nécessaires à l'exécution du Marché et à l'utilisation des résultats et/ou livrables issus du Marché. Le Titulaire s'engage à obtenir toutes les cessions de droits des tiers (notamment des sous-traitants) qui collaborent à la réalisation du Marché, et s'engage à fournir, à la demande d'IFPEN, la copie de l'ensemble des accords qu'il aura obtenu dans l'objectif décrit ci-dessus.

Le Titulaire garantit IFPEN contre toutes contestations et revendications des tiers à ce sujet qui pourraient survenir pendant ou après l'exécution du Marché. Il indemniserà IFPEN de toutes conséquences qu'il a subies à cause de la non-obtention de ces accords qui seraient du fait du Titulaire.

Cette disposition restera en vigueur à l'issue du Marché quelle qu'en soit sa cause.

Les droits et redevances afférents aux droits de propriété intellectuelle nécessaires à l'exécution du Marché et à l'utilisation des résultats et/ou livrables sont inclus dans le prix du Marché.

IFPEN ne pourra pas être tenu à un paiement quelconque envers le personnel du Titulaire qui contribuerait à la réalisation des résultats et/ou livrables du Marché y compris des inventions. Le Titulaire s'engage à prendre les mesures nécessaires vis-à-vis de son personnel.

Le Titulaire s'engage à ne pas reproduire, publier, distribuer, traduire, adapter ou utiliser, de quelque manière que ce soit les résultats et les livrables du Marché.

Le Titulaire s'interdit de rédiger quelque article que ce soit relatif à l'objet des présentes sans l'accord préalable écrit d'IFPEN.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	26/28

Le Titulaire déclare et garantit avoir conclu tous les accords nécessaires lui permettant de consentir à la cession des droits visée au présent article avec toute personne physique ou morale impliquée directement ou indirectement dans la réalisation des prestations et l'obtention des résultats (notamment de son personnel et/ou de ses sous-traitants), afin de garantir à IFPEN la pleine jouissance des droits qui lui sont consentis en vertu du présent article.

Le Titulaire s'engage à garantir IFPEN contre toutes revendications et tous recours concernant :

- 1) les fournitures, équipements, matériaux, procédés ou moyens utilisés pour l'exécution des prestations émanant, le cas échéant, de titulaires de brevets, licences,
- 2) les droits de propriété intellectuelle de tous intervenants à l'acte de construire.

En cas d'actions dirigées contre IFPEN par les titulaires de tels droits, le Titulaire devra intervenir à l'instance et indemniser IFPEN de tous dommages et intérêts prononcés à son encontre ainsi que de ses frais et honoraires supportés.

ARTICLE 18 : RESILIATION

Les modalités de résiliation sont celles prévues aux articles 47 et suivants du CCAG-TIC.

Lorsqu'IFPEN résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation qui est à hauteur de **5%**, calculée conformément à l'article 51 du CCAG-TIC. Cette décision de résiliation, notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par courriel électronique, prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut, à sa date de notification. Le paiement du Titulaire se fait au prorata des prestations réellement exécutées et commandées.

ARTICLE 19 : EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

IFPEN peut pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard soit, en cas de résiliation fautive du marché prononcée aux torts du Titulaire (voir article 18 du CCAP). La décision de résiliation mentionne expressément cette exécution aux frais et risques.

Dans le cas d'une résiliation du marché aux torts du Titulaire, celui-ci n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de ce marché par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 20 : PUBLICITE ET REFERENCES

Le Titulaire doit solliciter une autorisation écrite pour tout usage du nom d'IFPEN à titre de référence dans sa documentation commerciale et/ou sur tout moyen de communication électronique.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	27/28

Tout projet d'article, publicité ou communication portant sur les prestations exécutées pour le compte d'IFPEN est strictement interdit.

ARTICLE 21 – POUVOIR DE SIGNATURE

Chacune des Parties au présent marché assure et garantit qu'elle a tout pouvoir pour conclure et signer cet Accord.

ARTICLE 22 – LANGUES

Le présent marché est rédigé en langue française.

En cas de documents rédigés dans une autre langue et en cas de conflit entre les Parties, seul le marché et les documents contractuels rédigés en langue française sont considérés comme valables sur le plan juridique.

ARTICLE 23 – NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations gardent toute leur force et leur portée.

Dans ce cas les Parties conviennent de chercher une solution permettant de respecter au mieux l'esprit du présent Accord.

ARTICLE 24 – TITRES

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

ARTICLE 25 – LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Préalablement à tout recours contentieux, le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel portant sur la validité du marché, sur l'interprétation des stipulations ou sur l'exécution de celui-ci, et ce conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.

Le présent marché est soumis à la loi française.

Diffusion	Étude	Référence	Date	Page
3 - Confidentiel	F0361S	CDC_458195 – Outil de Gestion des Energies	23/01/2025	28/28

En cas de litige compétence expresse est attribuée au Tribunal compétant du ressort de Rueil-Malmaison (92) nonobstant une pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

Les Parties élisent domicile au lieu de leur siège social.

Si le Titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Le présent marché exprime l'intégralité des obligations des Parties.

Aucune indication, aucun document ne peut engendrer des obligations au titre des présentes, s'ils ne sont l'objet d'un avenant signé par les deux Parties.

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre des Parties à une quelconque des obligations visées dans les présentes, ne saurait être interprété pour l'avenir comme renonciation à l'obligation en cause.

ARTICLE 26 : LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Nature de la dérogation	Articles CCAP	Articles CCAG-TIC
Ordre de priorité des pièces contractuelles	3.1	4.1
Sous-traitance	4.4	3.6.3
Délais d'exécution	5	13
Clause de réexamen	9	27
Pénalités	13	14
Utilisation des résultats	18	43 à 46